



Cahier du Congrès du 3 novembre 2012
de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante
Version finale

Lieu

UQAM
Pavillon Hubert-Aquin
Local A-2685

Frais de participation

Détail à venir

Hébergement

Disponible sur demande

Associations hôtes

AFESH-UQAM et AFESPED-UQAM

Coordonnées du bureau de
l'ASSÉ :

2065, Parthenais
Montréal, Québec
H2K 3T1
Tel : 514-390-0110
www.asse-solidarite.qc.ca

Propositions d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant (Congrès ASSÉ) :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Preasidium
 - 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 1.3 Adoption du procès-verbal
- 2.0 Bilan
- 3.0 CLASSE
- 4.0 Revendications
- 5.0 Plan d'action
- 6.0 Femmes
- 7.0 Élections
- 8.0 Prochain congrès
- 9.0 Avis de motion
 - 9.1 Dépôt
 - 9.2 Traitement
- 10.0 Varia
- 11.0 Levée

2. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant (Congrès CLASSE) :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Preasidium
 - 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 1.3 Adoption du procès-verbal
- 2.0 Bilan
- 3.0 L'organisation
- 4.0 Revendications
- 5.0 Plan d'action
- 6.0 Femmes
- 7.0 L'ASSÉ
- 8.0 Élections
- 9.0 Prochain Congrès
- 10.0 Avis de motion
 - 10.1 Dépôt
 - 10.2 Traitement
- 11.0 Varia
- 12.0 Levée

Table des matières

Propositions d'ordre du jour.....	2
Textes de réflexion et bilans.....	5
Boycott du Congrès de l'ASSÉ par la SOGÉÉCOM.....	5
Texte de réflexion : Dissolution de la CLASSE.....	6
Texte de réflexion sur la campagne actuelle.....	6
L'ASSÉ et les médias : nouvelle situation, nouvelles questions.....	8
Bilan du Comité aux luttes sociales ; 18 octobre 2012 et perspectives pour la semaine de grève mondiale.....	10
Lettre de candidature.....	13
Candidature de Jean-Michel Savard	13
Propositions.....	15

Textes de réflexion et bilans

Boycott du Congrès de l'ASSÉ par la SOGÉÉCOM

Par le Conseil exécutif de la SOGEECOM

Suite à une décision de conseil exécutif, **la SOGÉÉCOM boycottera le prochain congrès de l'ASSÉ.**

En effet, comme nos sessions ont débuté le 15 octobre, il nous semblait assez difficile de tenir une assemblée générale décente (lire avec un quorum significatif) dans un délai de deux semaines pour discuter d'éventuelles revendications pour le congrès des 3-4 novembre.

Suite à un très grand travail de la part de l'exécutif en place, nous aurons toutefois une AG le mardi 30 octobre. Cependant, celle-ci aura comme but principal l'élection d'un nouvel exécutif ainsi que l'adoption du budget annuel. Il serait surprenant que, dans les deux heures allouées pour notre AG, nous réussissions à parler de politique.

Nous tenons à souligner que nous avons été choqué lors du dernier congrès de voir le résultat du vote sur la date. Malgré les protestations vives de plusieurs associations de cégep et de l'exécutif national, avançant le fait que plusieurs n'auraient pas le temps de tenir des AGs pour parler de politique, la majorité des associations a tout de même décidé d'aller de l'avant et de tenir le congrès dans un délai selon nous beaucoup trop court.

Les cégeps ont des population plus grandes et moins uniformes, des rythmes de vie différents et des dynamiques internes plus volatiles. Le fait d'enchaîner les congrès à un rythme effréné dans un contexte normal tend d'après nous à **nous réduire au rôle de simple spectateurs et de spectatrices.**

Depuis plusieurs années, l'ASSÉ se demande comment mieux intégrer les associations collégiales dans ses structures et briser le clivage universitaire/cégépien-ne-s. Ce genre de décisions ne vont pas du tout dans ce sens. Pire même, elles semblent donner crédit aux positions de la FECQ sur la question.

Nous en appelons donc à un boycott politique du congrès pour que ce dernier n'atteigne pas le quorum et qu'il soit reporté par le CoCo ou le conseil exécutif à une date ultérieure.

Veillez cependant noter que, la SOGÉÉCOM étant en faveur de la survie de la CLASSE, nous nous présenterons pour le congrès de la CLASSE. Si cette dernière a quorum, nous participerons à ce congrès et débattons sur les propositions avancées. Si par contre elle ne parvient pas à se réunir, nous accepterons la dissolution de la CLASSE et quitterons pour que notre boycott du congrès de l'ASSÉ soit effectif.

L'apparente contradiction ne repose ici que dans le fait que les deux congrès sont jumelés. En effet, cela semblerait faire plus de sens s'ils avaient lieu à des dates différentes. De plus, nous avons des positions politiques (le plan d'action, le RNÉ, etc.) que nous avons traité dans le dernier congrès de l'ASSÉ et que nous pourrions apporter à la CLASSE si elle survit.

En espérant plus de considérations la prochaine fois,

Texte de réflexion : Dissolution de la CLASSE

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Suite aux débats du dernier congrès, le Conseil exécutif souhaitait amener quelques réflexions quant à la dissolution ou au maintien de la CLASSE. Nous voulons tout d'abord rappeler que lors de la création de la coalition, il était clair que son existence était temporaire : «La CLASSE est un élargissement temporaire, défini dans la présente annexe, des structures de l'ASSÉ, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une coalition d'associations étudiantes réunies ponctuellement dans le cadre de la campagne 2011-2012.» (Annexe H) Vu l'étirement du conflit, nous sommes conscient-e-s qu'un certain attachement à la CLASSE a pu s'opérer, mais il faut aussi rappeler que le but d'ouvrir les structures de l'ASSÉ était également de les faire connaître et ainsi de susciter l'intérêt d'y adhérer. La CLASSE a réussi à rassembler plus de 100 000 étudiantes et étudiants qui avaient le désir de mener une lutte combative et démocratique établissant un rapport de force considérable. Maintenant que la campagne de grève est terminée, il serait théoriquement temps de dissoudre la CLASSE. Plusieurs associations étudiantes ont soulevé le désir de voir la CLASSE se maintenir dans les prochains mois, du moins jusqu'au sommet. Toutefois, nous voulons apporter quelques

considérations à cette proposition. D'une part, la CLASSE n'est pas l'ASSÉ. Les deux organisations ont leurs principes, leurs statuts et règlements et leurs revendications propres bien qu'elles en partagent certaines. Si le congrès décidait d'y aller de l'avant avec le maintien de la CLASSE, il faudrait alors convoquer un autre congrès pour apporter des modifications à l'annexe H afin qu'elle soit fonctionnelle dans un contexte de non grève. À ce point-ci, si ce sont pour des raisons de préférence aux structures de la CLASSE que des associations étudiantes souhaitent la maintenir, nous vous rappelons que le dernier congrès a décidé de convoquer un congrès d'orientation au début du mois de mars qui visera notamment à réformer les structures de l'ASSÉ. D'autre part, puisque nous ne sommes plus en grève, la disponibilité des militant-e-s est beaucoup plus restreinte, ce qui rend le travail de mobilisation auprès de 100 000 membres moins efficace qu'auprès de 60 000 membres. Si le congrès choisissait de maintenir la CLASSE, nous ne pourrions remplir, du moins au sein de l'exécutif, l'ensemble de nos mandats et par le fait même, nous devrions repenser à notre mode d'organisation.

Texte de réflexion sur la campagne actuelle

Par Alex DB

Membre de l'AFESPED-UQAM et de l'AFESH-UQAM.

Bonsoir camarades,

La fuite en avant des Péquistes

Les Péquistes, en prenant le pouvoir, ont crié haut et fort qu'avec eux, la hausse était abolie. Certes, effectivement, la hausse de 1625\$ par an n'est plus. Par contre, il ne faut pas voir dans ce

geste comme un vent de progressisme sur Québec. C'est plutôt un espace d'accalmie que les Péquistes nous ont offert le 4 septembre dernier. En effet, le Parti Québécois (PQ) s'est tout d'abord collé à la lutte contre la hausse des frais de scolarité pour ensuite tenter de substituer la grève par les élections. Ensuite, pendant les élections, ils n'ont pas voulu payer le prix de vouloir tenir une

position claire sur les frais de scolarité en disant que ce sera un sommet "de la société" qui décidera à leur place. Une fuite qui est mise en place pour faire profiter la lutte au parti pendant la joute électorale tout en laissant la porte à imposer des mesures régressives au moment le plus opportun, c'est-à-dire, dans notre démobilisation. Ainsi, la lutte de l'année passée n'est pas terminée, elle est rendue à un nouveau stade.

Il est clair que le parti ou du moins son élite politique semble vouloir imposer l'indexation. Cette mesure est politiquement rentable pour le PQ. Elle conforte sa branche plus à droite et néolibérale du parti en affirmant le penchant prohaussiste du parti tout en donnant à leurs alliés étudiants (les fédérations étudiantes) un « gain ». Par contre, je ne crois pas (même s'il est encore tôt pour faire des prédictions) que seule l'indexation sera la mesure néolibérale que le fameux sommet nous infligera. En effet, le gouvernement péquiste a décidé de fusionner l'éducation supérieure avec le ministère de la science et de l'innovation laissant la possibilité de croire que le gouvernement accentuera la marchandisation de l'éducation.

Je crois donc que l'enjeu de cette année est de continuer à se battre pour nos gains dans nos conditions matériels (gels et bonifications de l'AFE par le gouvernement précédent dans une perspective de gratuités scolaire) et contre la marchandisation de l'éducation. Il faut aussi, tenter de sensibiliser plus largement la population en général à nos principes de base : le syndicalisme de combat et la gratuité des services publics.

Pouvoir et contre-pouvoir

Le pouvoir qui est face à nous est clairement instable. Basé sur une petite avance de moins de 1% face aux Libéraux, les Péquistes se retrouvent face à deux partis (la CAQ et les Libéraux) qui ont la possibilité de prendre le pouvoir d'ici la prochaine élection. Une élection qui pourrait arriver d'ici un an à 2. Les promesses électorales telles l'abolition de la taxe santé qui sont mis en place une semaine sont battues par le même gouvernement la semaine suivante. Une ministre

peut déclarer couper le financement des écoles privées un jour et le lendemain, ce faire contredire par un autre. Ces incohérences nous plongent dans un flou artistique sur les directions que prend le PQ ce qui nous laisse croire que le parti est en pleine improvisation.

Face au nouveau pouvoir, la question qu'il faut se poser est de savoir qui s'y oppose. Qui constitue le contre-pouvoir dans le 2012 post-électoral? La GGI2012 a été une grande coalition anti-Libéraux regroupant de l'extrême gauche aux Péquistes. Désormais que nos anciens "alliés" sont au pouvoir, qui tentera de s'y opposer? Évidemment, leurs militants ou leurs partisans (ex : l'alliance social) ne tenteront pas de remettre en cause le gouvernement surtout dans une situation aussi précaire que le PQ traverse. Du côté de Québec solidaire (QS), il risque fortement de concentrer leurs énergies à construire la très prochaine campagne électorale tout en rêvant à la balance du pouvoir. Je pense donc qu'il ne restera que l'extrême-gauche, les abstentionnistes et les militants de Québec solidaire (QS) et de Option nationale (ON) les plus proches de la rue.

L'autre question qui faut se poser: Est-ce que les AGs nous suivront? Combien de membres préféreront donner une chance au sommet sur l'éducation au lieu de retourner dans les rues?

Le sommet

Il est clair que le sommet, malgré son apparente neutralité, sera contrôlé par les Péquistes. C'est eux qui fixeront les balises et décideront qui sera invité. Par contre, tenter de le réformer nous sera inutile. L'ASSÉ a pris pour position plusieurs revendications en ce sens. Par exemple, elle revendique qu'il n'ait pas de représentant du secteur privé dans le sommet. Cela est très louable et je suis d'accord. Par contre, je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusion sur l'autre acteur qui risque de prendre la place du secteur privé: les syndicats. Il est possible que ces derniers, même s'ils ont été des alliés pendant la grève, nous trahissent au moment crucial. En 2009-2010, les grandes centrales syndicales avaient construit une campagne dont la

trame de fond était la constitution d'un front commun de la fonction publique afin d'aller chercher une augmentation de salaire impressionnante (plus ou moins 10%). Malgré leurs promesses de jours meilleurs, ils ont négocié avant que l'essentiel des moyens de pressions soient mises en marche. Cette tactique ne donna qu'un faible taux 6% sur 5 ans provoquant la colère des éléments les plus à gauche du mouvement syndical. Alors, tenter de réformer le sommet pourrait s'avérer devenir l'outil des Péquistes pour mieux justifier leurs futures mesures rétrogrades en donnant l'argument que le sommet répondait à nos attentes en tant que débat neutre.

Je crois qu'il faut défocuser notre stratégie centré sur le sommet pour axer sur une campagne plus large dont l'objectif serait remettre en place le rapport de force. Il est là, à mon avis, le réel enjeu

plus que la question de la participation ou non au sommet.

La semaine de grève internationale (grève organisé en simultanée avec plusieurs syndicats étudiants tels au Chili ou en France) est une occasion intéressante pour entamer notre campagne. Néanmoins, je suis forcé d'admettre qu'avec trois semaines qui reste, il faudra s'attendre à ne pas avoir un autre printemps érable. De plus, les associations sont en processus d'élections de leurs exécutifs et en processus de renouvellement de leur comité mob. Par contre, je crois que la mobilisation est toujours possible.

Voilà humblement mes réflexions, commentez, réfutez, bref bonne discussion, Solidairement, mais pas QSment,

L'ASSÉ et les médias : nouvelle situation, nouvelles questions

Par le Conseil exécutif

La grève de 2012 a connu son lot de nouveautés. Parmi elles, on compte l'hégémonie de la frange combative, tant en ce qui a trait au nombre de grévistes et à l'organisation d'actions qu'au plan médiatique. Cela a eu, entre autres, l'effet de la propulser, elle et ses porte-parole, dans un espace médiatique de plus en plus scrutateur et omniprésent. Dans tous les cas, si l'ASSÉ/CLASSE veut maintenir son hégémonie politique, elle doit s'attendre à ce que les micros et caméras soient plus souvent pointés en sa direction.

À l'interne, nous avons senti une tension entre, d'une part, l'idée que notre présence médiatique est secondaire par rapport à nos activités militantes et, d'autre part, le fait que de nombreuses heures de

congrès ont été consacrées à juger, orienter et sanctionner, lorsque nécessaire, le travail des porte-parole et du comité médias. La durée des débats témoignent de l'absence de consensus au sein de la CLASSE à ce sujet. Par ailleurs, cet été, une tendance pour le moins surprenante s'est manifestée durant l'été : le congrès a souvent été amené à discuter de propositions faisant de conférences de presse des éléments centraux de plans d'action, alors que ces événements ne devraient qu'être que le versant médiatique d'une mobilisation concrète. Peut-être a-t-on découvert la puissance symbolique des conférences de presse, mais il ne faudrait pas en faire un substitut à des campagnes d'information populaire ou à des actions de visibilité, qui ont toujours été les moyens

privilegiés que l'ASSÉ a utilisés pour attirer l'attention de la population sur certains enjeux.

Parlant de «coutume asséiste», il convient maintenant de rappeler quelques faits. Depuis 2005, le rôle de porte-parole, tel que mentionné dans nos statuts et règlements, revenait au/à la secrétaire à la coordination. Compte tenu du peu d'attention médiatique que recevait l'ASSÉ à l'époque, cela était tout-à-fait conciliable avec les activités normales du Conseil exécutif. Aujourd'hui, il convient de se demander si la coordination d'une organisation comme celle que nous avons maintenant n'entre pas en conflit avec les exigences de la tâche de porte-parole. Par ailleurs, le Conseil exécutif a-t-il la légitimité de désigner un-e porte-parole dans la mesure où la personne qui occupe le poste de secrétaire à la coordination n'est pas intéressée par cette tâche ? À la CLASSE, nous avons décidé de désigner les porte-parole en congrès, une pratique qui mériterait probablement d'être instituée à l'ASSÉ.

La période d'après-grève pourrait être l'occasion d'un «retour à la normale» pour l'ASSÉ, mais cela reviendrait à laisser en plan les pratiques adoptées lors de la grève, pour le moment. Rappelons qu'un nouveau dégel des frais de scolarité pourrait nous attendre dans le prochain détour et que, dans ce cas, nous serons appelé-e-s à lancer une nouvelle vague de mobilisation massive : la situation que nous avons connue lors de la dernière grève pourrait rapidement se présenter à nouveau. Devrions-nous alors reprendre ces façons de faire qui ont été celles de la CLASSE, devons-nous élaborer dès maintenant un nouveau *modus operandi* pour l'ASSÉ et ses futures coalitions ?

En fait, la question qui se pose à l'heure actuelle est la suivante : alors que l'ASSÉ connaît une croissance sans précédent et qu'elle s'est imposée, via la CLASSE, comme une organisation que l'on

ne peut plus marginaliser lorsqu'il s'agit d'éducation post-secondaire, doit-on conserver les pratiques médiatiques d'avant la dernière grève ou bien doit-on adopter une nouvelle approche? Si l'on opte pour le «retour à la normale», faut-il instituer les règles non-écrites par une modification des statuts et règlements? Si l'on préfère prendre la voie du changement, que doit-on modifier? et quels sont les critères qui devront guider notre réflexion?

Dans le premier cas, conserver nos pratiques pré-grève reviendrait à laisser une marge de manoeuvre importante à l'exécutif pour ce qui est de la visibilité médiatique de l'organisation. Afin de mettre les choses au clair et éviter les malentendus, inscrire les pratiques dans les statuts et règlements serait la voie la plus simple. D'un autre côté, laisser les choses telles quelles revient à accorder une certaine marge de manoeuvre au Conseil exécutif, une certaine souplesse permettant de s'ajuster aux différents contextes politiques et aux différentes conjonctures internes (par exemple, si l'exécutif est complet ou non).

Dans le deuxième cas, celui d'un changement, nous pouvons déjà identifier quelques éléments sur lesquels statuer : nombre et mode de désignation des porte-parole, statut et mode de désignation de l'attaché-e de presse, rôle du/de la secrétaire aux communications. Nous croyons en effet qu'il peut y avoir une distinction entre les postes d'attaché-e de presse et de secrétaire aux communications : le premier demande une disponibilité totale, qui entre souvent en conflit avec le statut étudiant et la tâche d'exécutant-e (notamment par le fait que les appels de médias peuvent arriver à n'importe quel moment, que ce soit pendant un cours ou une réunion).

Un certain nombre de critères doivent guider notre réflexion à propos de ces sujets. Sans vouloir fournir une liste exhaustive, en voici quelques-uns : redevabilité, représentativité (homme/femme,

cégep/université, entre autres), disponibilité des personnes, efficacité (délai avant d'avoir une «ligne» prête pour les enjeux qui se présentent, délai pour les entrevues).

Alors que les prochains mois nous amèneront à parler d'éducation plus que jamais, ce sera l'occasion de mettre de l'avant nos revendications fondatrices de gratuité scolaire et de démocratisation des institutions d'enseignement dans une perspective d'autogestion. Un bon travail médiatique doit se faire l'écho de notre discours,

faire honneur à nos principes et nos arguments. Dans tous les cas, nous invitons les associations membres de l'ASSÉ à s'interroger sur le rôle que devrait avoir notre présence dans les médias et à tenir compte des réflexions esquissées ici dans l'élaboration de mémoires pour le congrès d'orientation de l'hiver prochain.

Solidairement,

Ludvic Moquin-Beaudry, secrétaire aux communications

Bilan du comité aux luttes sociales ; 18 octobre 2012 et perspectives pour la semaine de grève mondiale

Par le Comité aux luttes sociales

Journée internationale d'actions pour l'éducation

Le 18 octobre dernier se tenait une journée mondiale d'action pour l'éducation gratuite et émancipatrice, appelée par ISM (International Student Movement, une plateforme indépendante visant la coordination des militant-e-s à travers le monde). Le mouvement étudiant québécois a répondu à l'appel, notamment par la manifestation qui visait l'îlot voyageur, la manifestation à Rimouski et à Chicoutimi et la journée de sensibilisation qui a eu lieu à Québec. Le but de ce présent bilan est de tenter de recenser le plus d'actions qui ont eu lieu lors de cette journée à travers le monde, pour constater l'étendu des luttes en perspective de la première tentative de semaine de grève mondiale (14-22 novembre 2012). Évidemment, il s'agit d'une liste partielle étant donné le manque de temps, d'informations et la barrière de la langue !

Amériques

États-unis:

-Rassemblement contre la dette étudiante à New Orleans. Les gens impliqués dans Occupy NOLA se sont réunis au Marconi & City Park. Les discours signalaient la dette étudiante, les hausses de frais de scolarité, les coupures dans les budgets, le *outsourcing*, la fermeture d'écoles et l'augmentation d'étudiant-e-s par cours. Il a eu une action de brûlage de factures de prêts.

- Discours à l'Université de New York: Les étudiant-e-s se sont rassemblé-e-s dans le restaurant de l'université pour dénoncer la hausse de frais de scolarité et en faveur de la gratuité scolaire.

- Journée de prise de conscience à l'Université

Humboldt State: Les étudiant-e-s ont proposé une approche de prise de conscience sur la privatisation de l'éducation et pour favoriser la participation étudiante, en trois étapes. La première étape consistait à coller des affiches dans les salles de classes en exposant les politiques discriminatoires et en demandant les trois questions suivantes: Quelle est l'obstacle le plus fort pour votre éducation? Qu'est-ce que vous aimeriez avoir de plus dans votre éducation? Quel type d'action êtes-vous en train de mettre de l'avant pour créer un meilleur système d'éducation? La deuxième étape consistait à ramasser les réponses des questions précédentes dans des boîtes distribuées partout dans l'université et à les socialiser dans les cours pour ensuite faire une exposition artistique avec elles. La troisième étape c'était celle de créer un ambiance festive pour que les étudiant-e-s puissent s'exprimer plus facilement au sujet des aspects positifs et négatifs du système d'éducation selon leurs perspectives. Certaines personnes ont exprimé leurs émotions à l'aide des chansons. La musique révolutionnaire a été un moyen d'information et une source d'inspiration.

Les étudiant-e-s ont montré leur insatisfaction et dégoût face aux politiques de conseils et de l'administration de l'université, face à la hausse de frais et coupures du budget. Ils et elles affirment que c'est honteux d'avoir un système universitaire presque privé sous le masque d'un système public.

Canada

- Les étudiant-e-s de l'Université de Manitoba, Winnipeg ont fait une *Zombiwalk* et un bal de mobilisation Zombie afin de protester contre l'augmentation de la dette étudiante. Cette action a été aussi mise de l'avant en coordination avec le *Global Day of Action to RECLAIM EDUCATION*
-- *Direct Democracy NOW!*

Québec

Montréal: Des centaines de personnes ont pris la

rues du centre ville pour manifester contre la marchandisation de l'éducation et contre le capitalisme. Dix personnes ont été arrêtées et une autre a été blessée à un oeil avec une balle en caoutchouc.

Rimouski: Rassemblement pour une éducation émancipatrice et gratuite.

Chicoutimi: Manifestation "J'va t'indexer moé!" Reportage en français ucl-saguenay.blogspot.ca

Québec: La Faculté d'anthropologie de l'Université Laval en grève pour la semaine de la Grève mondiale en novembre. Les étudiant-e-s ont participé à une conférence-discussion sur le Printemps Érable et le rôle future de l'association dans la mobilisation à l'échelle internationale. Également, il y eu des discussions sur le plan d'action de l'Assé et des activités pour une éducation populaire pour la semaine de la Grève mondiale.

Plusieurs événements ont eu lieu au Mexique et en Amérique du Sud, mais nous n'avons pas eu le temps de compiler toutes les informations.

Europe

République Tchèque: Rassemblement contre la Commercialisation de l'éducation in Brno. Plus de 50 étudiant-e-s se sont rassemblé-e-s dans la deuxième plus grande ville de la République Tchèque avec une bannière : L'Éducation n'est pas une marchandise! L'un des plus graves problèmes étant les inégalités face à l'accès à l'éducation.

Plusieurs autres événements en Europe ont eu lieu dont nous n'avons pas exactement les informations encore.

Asie

Semarang, Indonésie ; Manifestation appelée le Syndicat Étudiant d'Indonésie (Serikat Mahasiswa Indonesia). L'action a eu lieu le 15 octobre, mais

dans le cadre de la journée internationale d'action pour l'éducation et la démocratie directe. La plupart des slogans et bannières s'opposaient à la marchandisation de l'éducation et à l'analogie étudiantE-clientE.

Taiwan : Manifestation et *drop* de bannières écrites dans 9 langues différentes (chinois, anglais, français, allemand, russe, thaïlandais, arabe, japonais et en coréen) devant la National Taiwan Normal University. Plusieurs discours ont été lu. Le mouvement étudiant de Taiwan se bat présentement contre l'augmentation des frais de scolarité, la dominance de l'économie dans l'éducation et la marchandisation de celle-ci.

Bangkok, Thaïlande : À l'appel du Front du mouvement pour le droit à l'éducation (Education Right Movement Student Front), du Syndicat des jeunes travailleurs et travailleuses (Young Worker Union), et les Jeunes progressistes de l'Asie du Sud-Est-Thaïlande, (Young Progressive Southeast Asia) a eu lieu une manifestation en face du parlement à Bangkok. Plusieurs discours a eu lieu et une déclaration a été remise aux autorités.

Afrique

Maroc : L'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (uecse), un nouveau syndicat tout fraîchement créé a appelé à une journée d'action le 18 octobre. Dans les différentes villes, il y a eu des manifestations (Rabat), des sit-in (Casablanca, Tifelt, Settat, Oujda), des projections de films et bien plus.

Océanie

Auckland

"We are the university"

Il s'est déroulé la tenue d'une journée de manifestation le 18 octobre dan le cadre du mouvement étudiant international. Les militants ont fait un street party pour lutter contre la hausse de leur frais de scolarité qui s'étale sur maintenant dix ans les amenant à hauteur des 7èmes frais de scolarité les plus élevé au monde. Ils rapportent des attaquent contre l'association étudiante et des infiltrations.

Ils inscrivent leur lutte dans le cadre du mouvement international étudiant en dénonçant la mise en place de politiques néolibérales et s'inspirent des autres mouvements au travers le monde. Dans le cadre plus large de la Nouvelle-Zélande, les luttes étudiantes renaissent et les actions de perturbations sont un succès.

Perspectives pour la semaine de grève mondiale

: 65 associations étudiantes dans 15 pays endossent l'appel de la grève mondiale du 14 au 22 novembre 2012 (dont le syndicat des postes canadien) : Québec et Canada, États-Unis, Inde, Serbie, Italie, Allemagne, Angleterre, Maroc, Paraguay, Thaïlande, Irlande, France, Mexique et le Swaziland. Pour la liste des associations étudiantes, voir le site internet de ISM : http://ism-global.net/call2action_GES.

Pour voir les revendications du International Student Movement (ISM), voir leur site web ; <http://ism-global.net/>.

Lettre de candidature

Candidature de Jean-Michel Savard au poste de Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ

Appuyée par la SOGEECOM et l'AGECoV

Camarades,

Il paraît que nous avons gagné. Du moins, c'est ce que les commentateurs politiques affirment et c'est ce qui circule sur Facebook. Certain-ne-s vont même jusqu'à dire que tout est carrément fini, que le spectacle s'est conclu un certain 4 septembre. D'autres voix, un peu plus loin du cadre des caméras, se veulent plus alarmantes, et crient à l'arnaque en nous rappelant les faits d'armes du parti québécois sur le champ de bataille de l'éducation. Peut-être que si nous avons tant de mal à cerner ce qu'est une victoire, c'est que depuis trente ans, les peuples ont si rarement gagné?

S'il y a quelque chose que nous avons indubitablement réussi, c'est bien de prouver que nous avons raison. Nous avons finalement pu contester le monopole de la vérité de la droite grâce aux centaines de pages d'argumentaire produites par les militant-e-s, que ce soit en assemblée générale ou à Tout le monde en parle. Mais surtout, le syndicalisme de combat aura triomphé sur le concertationisme, le corporatisme et le lobbyisme. Si nous avons eu la chance de voir grandir la plus grande grève de l'histoire récente, c'est parce que nous avons fondé notre lutte sur du vrai et sur la démocratie, parce que nous avons refusé les comportements de nos ennemi-e-s et parce que nous avons pu forger des solidarités avec des groupes de tous les horizons.

Je décide de me présenter sur l'exécutif de la l'ASSÉ pour continuer de participer au maximum de mes capacités au développement des pratiques combatives de l'organisation, qui, rappelons-le, ont rendu possible chacun des gains que nous avons

fait. Le rôle de l'externe, dans cette perspective, est loin d'être le plus facile. Bien souvent, l'élu à ce poste est amené à tenter de limiter les dégâts causés par certains éléments de la 'gauche' québécoise. Il ne faut par contre pas oublié qu'il est toujours nécessaire que l'ASSÉ assume son rôle d'avant-garde et face la promotion de notre mode organisationnel et de nos moyens d'actions dans les associations (étudiantes ou non!) qui sont idéologiquement proches de nous, sans toutefois tomber dans le corporatisme ou la course au membership comme finalité!

C'est d'ailleurs en ce sens, je crois, qu'il faut aborder l'éventuel sommet sur l'éducation. Qu'on décide d'y participer ou non, on risque d'y être 'peinturé dans un coin', avec en face de nous l'IEDM, le PQ, la FECQ et certaines organisations syndicales et ce, malgré toute la pertinence de notre argumentaire. La principale façon dont la CLASSE pourra alors tirer son épingle du jeu, c'est en restant fidèle à ses principes fondateurs et en appelant à une manifestation monstre à Québec. Les autres organisations investiront leurs énergies à tenter de convaincre un gouvernement qui sait déjà ce qu'il veut faire, nous louerons des autobus par dizaine pour lui montrer qu'il ne peut se permettre de faire l'erreur de son prédécesseur.

Bien sur, l'ASSÉ et la CLASSE ne sont pas parfaites et je crois qu'il revient en parti à l'exécutif de constamment remettre en question les façons de faire et de poser les questions sur les dynamiques internes. C'est aussi un débat auquel je m'engage à participer, et duquel je voulais déjà faire parti en tant que Secrétaire général.

En terminant, je voudrais brièvement me présenter, pour celles et ceux qui ne me connaissent pas. Je suis étudiant en Sciences informatiques et mathématiques au Collège de Maisonneuve (pour encore une session) et j'occupe actuellement le poste de Secrétaire général du Conseil de coordination. J'ai milité activement à la SOGÉÉCOM depuis l'hiver 2011 et y ait occupé le poste de délégué aux affaires externes. On s'est donc peut-être déjà croisés en congrès, mais plus probablement dans la rue. J'avais déjà pensé me présenter sur les postes vacants du Conseil exécutif auparavant, mais les candidatures, toutes pertinentes, m'auront porté à remettre mon choix en question. Avec ma session accélérée qui est maintenant terminée, mon choix est beaucoup plus facile à faire : je suis prêt à dédier mes 8 prochains mois à cette organisation.

Grâce à nous tous et toutes, la lutte des classes n'est plus unilatérale et les fondations des structures qui permettent la domination commencent à se fissurer. C'est ce qui me donne envie, plus que jamais, de m'impliquer!

Cette lettre arrive trop tard pour être traitée dans les délais d'élection normaux, mais vu les

circonstances, je trouvais pertinent qu'elle soit déposée au cahier de Congrès. La possibilité de lever les statuts et règlements existe, mais je ne suggère pas au congrès d'emprunter cette voie; si nous nous sommes doté d'une procédure d'élection qui exige une mise en candidature deux semaines avant l'instance, c'est pour favoriser les débats sur les candidatures dans les associations membres. Par contre, il faut réaliser que le prochain congrès aura normalement lieu autour du mois de décembre. Si les délégations sont d'avis que le congrès est un endroit plus légitime que le Conseil de coordination pour traiter les candidatures par intérim, je les invite toutefois à le faire. Dans tous les cas, cette lettre permettra au moins que des questions me soient adressées et que les associations membres discutent de ma candidature.

Si le congrès procède à mon élection en tant que membre de l'exécutif, il pourra du même coup constater ma démission du poste de Secrétaire général.

Mes salutations militantes les plus distinguées,
Jean-Michel Savard, étudiant au Collège de Maisonneuve

Propositions

2.0 Bilan

1. Le Conseil exécutif propose une période de présentation de 15 minutes sur le bilan du Conseil exécutif suivi d'une période de questions.*
2. Le Conseil exécutif propose de faire un bilan de 20 minutes sur les états financiers 2011-2012 et 2012-2013.*

4.0 Revendications

1. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ se positionne contre la loi C-309; Que l'ASSÉ la dénonce publiquement.*

5.0 Plan d'action

1. L'AFESH propose que l'ASSÉ appelle ses membres à consulter sur une ou des journées de grève pour le sommet.
2. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ tienne une manifestation nationale durant le sommet sur l'éducation du gouvernement du PQ; Que celle-ci soit axée contre la marchandisation de l'éducation ; Que l'ASSÉ appelle à au moins une journée de grève pour l'occasion.*
3. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ appelle à une journée de grève pour la manifestation du 22 novembre; Que l'ASSÉ appelle à une semaine d'action locale dans le cadre de la semaine de mobilisation internationale (14-22 novembre).*
4. Le Conseil exécutif propose de tenir une plénière de 30 minutes sur le plan d'action post-22 novembre.*
5. Le Conseil exécutif propose que les trois priorités annuelles pour la Coalition soient les suivantes* :
 1. Contre la hausse des tarifs d'Hydro-Québec
 2. Pour la gratuité scolaire
 3. Contre la taxe santé